

1998

- 20 avril Arrêté interministériel n° 205 MSP./MPCI.
portant enregistrement de la Spécialité pharmaceutique STERIMAR, solution nasale, des Laboratoires Fumouze, en vue de son débit en Côte d'Ivoire. 520
- 20 avril Arrêté interministériel n° 206 MSP./MPCI.
portant enregistrement de la Spécialité pharmaceutique HELICIDINE sirop, des Laboratoires Thérabel Lucien Pharma, en vue de son débit en Côte d'Ivoire. 520
- 20 avril Arrêté interministériel n° 208 MSP./MPCI.
portant enregistrement de la Spécialité pharmaceutique Vitamine C UPSA 500 mg, comprimés à croquer, des Laboratoires UPSA, en vue de son débit en Côte d'Ivoire. 520
- 20 avril Arrêté interministériel n° 209 MSP./MPCI.
portant enregistrement de la Spécialité pharmaceutique POLYTONYL adulte poudre, pour suspension buvable en sachets, des Laboratoires UPSA, en vue de son débit en Côte d'Ivoire. 520
- 20 avril Arrêté interministériel n° 210 MSP./MPCI.
portant enregistrement de la Spécialité pharmaceutique POLYTONYL enfant, poudre pour suspension buvable en sachets, des Laboratoires UPSA, en vue de son débit en Côte d'Ivoire. 521
- 20 avril Arrêté interministériel n° 211 MSP./MPCI.
portant enregistrement de la Spécialité pharmaceutique ZYRTEC 10 mg comprimés, des Laboratoires UCB Pharma S.A., en vue de son débit en Côte d'Ivoire. 521
- 20 avril Arrêté interministériel n° 212 MSP./MPCI.
portant enregistrement de la Spécialité pharmaceutique ANTIGRIPPINE MIDY, à la vitamine C, des Laboratoires Cipharm, en vue de son débit en Côte d'Ivoire. 521
- 20 avril Arrêté interministériel n° 213 MSP./MPCI.
portant enregistrement de la Spécialité pharmaceutique TAXOTERE 20 mg, poudre pour usage parentéral, des Laboratoires Rhône-Poulenc Rorer Doma, en vue de son débit en Côte d'Ivoire. 522
- 20 avril Arrêté interministériel n° 214 MSP./MPCI.
portant enregistrement de la Spécialité pharmaceutique TAXOTERE 80 mg, poudre pour usage parentéral, des Laboratoires Rhône-Poulenc Rorer Doma, en vue de son débit en Côte d'Ivoire. 522
- 20 avril Arrêté interministériel n° 215 MSP./MPCI.
portant enregistrement de la Spécialité pharmaceutique PANADOL 500 mg comprimés, des Laboratoires Smithkline Beecham SB House Brent Ford Middlesex TW8 9BD Angleterre, en vue de son débit en Côte d'Ivoire. 522

**MINISTERE DE L'EMPLOI,
DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE**

1999

- 24 mars Arrêté n° 2818 MEFFPS. portant extension de l'indemnité de transport à tous les travailleurs régis par le Code du Travail. 523

**MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES
1999**

- 21 avril Décret n° 99-317 modifiant le décret n° 98-396 du 15 juillet 1998 portant nomination des membres du conseil d'administration du Port autonome d'Abidjan (P.A.A.). 523

**MINISTERE DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME
1997**

- Concessions accordées à titre provisoire. 524

PARTIE NON OFFICIELLE

- Avis et annonces. 524

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT

**MINISTERE D'ETAT,
CHARGE DE LA SOLIDARITE NATIONALE**

DECRET n° 99-313 du 21 avril 1999 portant création, organisation et fonctionnement du Fonds national de Solidarité.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur rapport du ministre d'Etat, chargé de la Solidarité nationale et du ministre de l'Economie et des Finances.

Vu la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 87-366 du 1^{er} avril 1987 relative à la création de Fonds nationaux au sein de la Caisse autonome d'Amortissement, telle que modifiée par la loi n° 87-805 du 28 juillet 1987 ;

Vu la loi n° 97-731 du 23 décembre 1997 portant dissolution de l'Etablissement public à caractère financier dénommé Caisse autonome d'Amortissement et transfert de ses missions à une société d'Etat ;

Vu le décret n° 94-194 du 30 mars 1994 portant organisation et fonctionnement de Fonds nationaux créés au sein de la Caisse autonome d'Amortissement ;

Vu le décret n° 96 PR. 02 du 26 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 98 PR. 05 du 11 août 1998 ;

Vu le décret n° 98-11 du 14 janvier 1998 portant création de la société d'Etat dénommée Caisse autonome d'Amortissement (C.A.A.) ;

Vu le décret n° 98 PR. 06 du 1^{er} octobre 1998 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

I. — Création

Article premier. — Il est créé au sein de la Caisse autonome d'Amortissement, un Fonds national dénommé « Fonds national de Solidarité », en abrégé F.N.S., ci-après désigné « Le Fonds ».

II. — Missions

Art. 2. — Le Fonds national de Solidarité est destiné à financer les différentes interventions décidées par le Chef de l'Etat au profit des catégories sociales à faible revenu et des agglomérations dépourvues du minimum d'infrastructures de base et qui ne sont pas concernées par les programmes et projets ordinaires de l'Etat et des Collectivités territoriales.

III. — Tutelle

Art. 3. — Le Fonds est placé sous :

— La tutelle technique du ministre d'Etat, chargé de la Solidarité nationale ;

— La tutelle économique et financière du ministre de l'Economie et des Finances.

IV. — Ressources

Art. 4. — Le Fonds est alimenté par :

1° Les dons faits par les ivoiriens et les entreprises appartenant au secteur public et au secteur privé, dans le cadre de la Solidarité nationale ;

2° Les dons faits par des non ivoiriens, personnes physiques, Institutions, Organismes et pays frères ou amis ;

3° Les contributions du Budget de l'Etat à savoir :

— Les dotations budgétaires ;

— Les sommes provenant des virements de crédits effectués par prélèvement sur les Fonds spéciaux du Trésor et les Fonds de concours, abstraction faite de la nature d'intervention desdits Fonds, sans toutefois entraver la réalisation des missions qui leur sont dévolues.

4° Toutes autres ressources qui lui seront allouées, conformément à la législation en vigueur.

V. — Organisation

Art. 5. — Le Fonds est administré par un Comité de Gestion comprenant :

— Un représentant du ministre d'Etat, chargé de la Solidarité nationale, qui en assure la présidence ;

— Un représentant du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation ;

— Un représentant du ministre de l'Economie et des Finances ;

— Un représentant du ministre de la Santé.

Art. 6. — Les membres du Comité de Gestion sont nommés par arrêté conjoint du ministre d'Etat, chargé de la Solidarité nationale et du ministre de l'Economie et des Finances, sur proposition des autorités dont ils relèvent.

Ce même arrêté conjoint nomme également un membre suppléant pour chaque membre titulaire du Comité, appelé ainsi à le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement.

VI. — Fonctionnement

Art. 7. — Les dons en espèces ou en chèques sont directement versés au compte du Fonds ouvert à la Caisse autonome d'Amortissement (C.A.A.).

Art. 8. — Les dons en espèces ou en chèques peuvent aussi être versés contre remise de reçus aux parties versantes, aux trésoriers de l'Etat qui les reverseront sur le compte du Fonds ouvert à la Caisse autonome d'Amortissement (C.A.A.).

Art. 9. — Les dons en nature sont déposés auprès d'un régisseur du Fonds nommé par arrêté du ministre de l'Economie et des Finances, sur proposition du ministre d'Etat, chargé de la Solidarité nationale.

La gestion de ces dons en nature est soumise aux règles de la comptabilité en vigueur dans les Administrations de l'Etat.

Art. 10. — Les sommes versées, les dons remis et les noms des donateurs feront l'objet d'un état détaillé qui sera publié à la fin de chaque année civile, dans un journal d'annonces légales et au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire, sauf demande expresse contraire des donateurs concernés.

Les dépenses du Fonds seront également publiées en la forme et dans les mêmes conditions.

Art. 11. — Les aides du Fonds sont accordées sous forme de crédits globaux au profit des services chargés de la réalisation des interventions retenues par le Comité de Gestion.

Art. 12. — Par dérogation aux dispositions réglementaires en vigueur en matière de gestion des fonds sociaux, les dépenses et les recettes du Fonds sont ordonnancées par le représentant du ministre d'Etat chargé de la Solidarité nationale, président du Comité de Gestion.

Les recettes sont recouvrées par un régisseur de Recettes et les dépenses payées par un régisseur d'Avances, tous deux désignés à cet effet par arrêté du ministre de l'Economie et des Finances.

VII. — Dispositions finales

Art. 13. — Des arrêtés du ministre d'Etat chargé de la Solidarité nationale et du ministre de l'Economie et des Finances préciseront, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent décret.

Art. 14. — Le ministre d'Etat chargé de la Solidarité nationale et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 21 avril 1999.

Henri Konan BEDIE.

MINISTERE DE LA DEFENSE

DECRET n° 99-72 du 3 février 1999 portant inscription à titre exceptionnel au tableau d'avancement et promotion d'un officier supérieur des Forces Armées nationales au titre de l'année 1998.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de la Défense,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 61-209 du 12 juin 1961 portant organisation de la Défense et des Forces Armées nationales ;

Vu la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 portant Code de la Fonction militaire ;

Vu le décret n° 96 PR. 02 du 26 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 98 PR. 05 du 11 août 1998 ;

Vu le décret n° 96-578 du 31 juillet 1996 déterminant les règles applicables en matière de notation et d'avancement des militaires ainsi que la composition et le fonctionnement de la Commission d'Avancement dans les Forces Armées nationales ;

Vu le décret n° 98 PR. 06 du 1^{er} octobre 1998 portant attributions des membres du Gouvernement,